

Concours : 2^{ème} concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratiques portant sur un sujet de droit pénal ou de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numérotar chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Question 1.

L'escroquerie (article 313-1 (old) pénal) se caractérise par un complètement d'action (usage d'un faux nom, d'une fausse qualité, l'abus d'une qualité vraie, l'emploi de manœuvres frauduleuses) ayant eu résultat (tranger la personne et la déterminer à remettre, à son préjudice ou au préjudice d'un tiers, des fonds, des valeurs, des biens, fournir un service, consentir un acte).

En l'espèce, messieurs Dupont, Rattier et Riveau ont fait usage de faux noms, de la fausse qualité de marchands d'art (Dupont et Rattier) et d'expert (Riveau), ont employé des manœuvres frauduleuses (se rendre au domicile de personnes intéressées, sous le prétexte d'évaluer les œuvres, leur laissant un faux, faire intervenir le faux expert pour évaluer le faux tableau) permettant d'obtenir des victimes des sommes en échange du faux que ces dernières, trompées, acquiesçaient. Les faits reprochés à la définitive de l'escroquerie.

Un lien de causalité entre les manœuvres et le préjudice dont ils sont auteurs. Tel est ici le cas, les victimes remettant les fonds aux auteurs.

L'infraction d'escroquerie est caractérisée

N°

7.1.1.

La circonstance de bande agressive (132-71 du Code pénal)
se définit comme tout groupement formé en toute intention
étalée en vue de la préparation, caractérisée par son ou
plusieurs faits matériels, d'une ou plusieurs infractions.

Les 3 articles en cause ont agi à plusieurs reprises contre différentes
victimes, par les auteurs, en s'entendant au préalable sur un
mode opératoire réfléchi et structuré, conférant à chacun son
rôle (pour marcher, pour se battre), pour parvenir à leur fin.
Des fautes sont profondément vécues et trahies les victimes sont par ailleurs faibles
et une fausse œuvre d'art (une copie gravée) et acquiesce après de
trahison.

Ces différents éléments caractérisent la circonstance de bande
agressive qui peut ainsi être retenue.

Question 2.

Le délit de blanchiment ne présente pas de lien
d'indivisibilité avec l'escroquerie prédictée. Il convient donc
de se reporter aux articles 113-6 et suivant du Code pénal, à
première vue, pour établir la compétence de la juridiction
française.

L'article 113-7 du Code pénal prévoit que la loi française
s'applique à tout délit puni d'une peine d'emprisonnement
comme par un Français ou par un étranger hors du territoire
de la République lorsque la victime est de nationalité
française au moment de l'infraction.

Le blanchiment est un délit (324-1 Code pénal) puni d'une
peine de cinq ans d'emprisonnement. Nos auteurs et français.
Si nous nous basons sur la loi française, et victime, les exigences de l'article
113-7 du Code pénal seront satisfaites.

Par ailleurs, l'article 113-6 du Code pénal prévoit que les délits commis par des Français hors du territoire de la République sont punis à la loi française si les faits ont été punis par la législation du pays où ils ont été commis.

Mme Bernard a commis des faits de blanchiment en Espagne. La législation pénale espagnole punit les faits de blanchiment. L'article 113-6 du Code pénal est applicable.

L'article 113-8 du Code pénal dispose que dans les cas prévus aux articles 113-6 et 113-7, la poursuite des délits ne peut être exercée qu'à la requête du ministère public. Elle doit être précédée d'une plainte de la victime ou de ses ayants droit ou d'une dénonciation officielle par l'autorité du pays où le fait a été commis.

Nous ne savons pas à la lecture des éléments de l'espèce si des victimes ont porté plainte ou si l'Espagne a dénoncé les faits. Néanmoins, il est indiqué qu'une procédure distincte relative portant sur ce blanchiment suppose cela laisse penser que le Procureur de la République s'est souvenu de la légalité de son action.

On peut donc supposer que la compétence de la juridiction française est établie.

question 3

Le blanchiment est une infraction de conséquence.

Elle n'implique pas que des personnes aient été préalablement engagées ni qu'une condamnation ait été prononcée du chef du crime ou du délit ayant permis d'obtenir les sommes d'argent blanchies mais il suffit que soient établis les éléments constitutifs de l'infraction principale ayant provoqué les sommes litigieuses.

Le délit de blanchiment est une infraction générale, déterminée et autonome. (Ainsi, le premier des P), dont la prescription qui le concerne est indépendante de celle qui s'applique à l'infraction originaire (Crim, 31 mai 2012).

Pour ailleurs, si les faits de blanchiment sont potestativement à la loi du 6 décembre 2013, l'article 324-1-1 du Code pénal sera applicable. Celui-ci précise que pour l'application de l'article 324-1 du Code pénal (le blanchiment), les biens ou revenus sont présumés être le produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit dès lors que les conditions matérielles, juridiques ou financières de l'opération de placement, de dissimulation ou de conversion ne permettent pas d'autres justifications que de dissimuler l'origine ou le bénéficiaire effectif de ces biens ou revenus.

Le juge devra donc établir la matérialité des faits de l'infraction principale, à défaut de pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 324-1-1 du Code pénal.

S'il peut faire application des dispositions de l'article 324-1-1 du Code pénal, il devra s'intéresser à la pertinence matérielle, juridique et financière des opérations de placements. Les opérations semblent ici n'avoir d'autre utilité que de justifier la dissimulation de l'origine et du bénéficiaire effectif des sommes (retrait en espèces et ouverture des comptes pour une entreprise commerciale ayant fermé au bout de 3 mois, par le nom d'un certain N. Gilbert, inconnu de Mme Bernard).

Question 5.

L'article 132-19 du Code pénal accorde la faculté laissée au juge de prononcer une peine d'emprisonnement en matière correctionnelle.

Est ainsi prévue, depuis la loi du 11 août 2014, la

Concours : 2^{ème} Concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Les pratiques sur un angle de droit pénal ou de procédure pénale.

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Vigéance le 14 octobre 1914, et venant en cadence d'avantage encore les dispositions prévues par la loi du 24 novembre 1903, qu'une peine d'emprisonnement sans sursis ne peut être prononcée qu'en dernier recours, ni la personnalité de son auteur et la gravité de l'infraction pendant cette peine. Néanmoins et si toute autre sanction est manifestement inadéquante. Elle devra alors faire l'objet d'une mesure d'aménagement (sauf impossibilité matérielle).

Lorsque la peine prononcée ne fait pas l'objet d'une mesure d'aménagement, l'article 132-19 du Code pénal, depuis la loi du 3 juin 1966, indique que le tribunal correctionnel devra spécialement motiver sa décision au regard des faits de l'espèce et de la personnalité de l'auteur, ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale.

Les obligations sont applicables immédiatement, même aux faits commis antérieurement à leur entrée en vigueur (132-1 al 2 du Code pénal).

Le juge devra donc motiver sa décision au regard de ces différents éléments, donc spécialement la motivation s'il ne peut pas d'aménagement de peine. Il devra détailler sa motivation et cela d'autant plus que lorsque la peine prononcée est égale ou inférieure à 2 ans (passé au par son récidivité) les juges peuvent faire usage de l'article 132-25 et suivants du Code pénal pour aménager la peine d'emprisonnement.

A défaut son jugement encadre la cour...

N°

J.J.J.

Nº

.../...

N°

.../...

